

En collaboration avec
la Chaire Raoul-Dandurand



analyse

Par **Didier Leroy**, chercheur à l'École royale militaire de Belgique, assistant à l'Université libre de Bruxelles et membre de la Chaire Raoul-Dandurand.

Photo ci-dessus :

Le 6 février 2016, des membres du mouvement libanais Hezbollah assistent aux funérailles de l'un des leurs tué au combat aux côtés des forces gouvernementales syriennes dans la bataille d'Alep. Le Hezbollah libanais a joué un rôle crucial au cours de cette bataille aux côtés des forces du régime et de ses alliés russes et iraniens. Il y a accumulé une expérience opérationnelle qui inquiète Israël. (© AFP/Mahmoud Zayyat)



Tsahal vs Hezbollah : la prochaine guerre du Moyen-Orient

Plus de dix ans après la dernière guerre du Liban, l'État hébreu a promis que la prochaine serait bien pire. De son côté, le Hezbollah libanais a régulièrement promis des « surprises » à son adversaire en cas d'agression éventuelle. Si le scénario d'une nouvelle guerre ouverte semble imminent entre les deux acteurs, la temporalité et l'issue d'un tel affrontement laissent toutefois planer plusieurs points d'interrogation.

Au cours de l'année 2016, le lieutenant-général Gadi Eizenkot, chef d'état-major des Forces de défense d'Israël (également connues sous l'acronyme « Tsahal »), a régulièrement répété que la principale menace à laquelle l'État hébreu devait faire face était le Hezbollah libanais sur son front nord. Ces déclarations peuvent être perçues comme complémentaires aux nombreux discours du Premier ministre Benyamin Netanyahu qui stigmatisent très souvent la République islamique d'Iran, puisque Téhéran est considérée comme la véritable matrice du « parti de Dieu ».

Un front nord qui cristallise toutes les craintes

À l'échelle « domestique », les forces palestiniennes organisées telles que le Hamas [voir p. 91 de ces *Grands Dossiers*, NdlR]

sont aussi affaiblies qu'elles pourraient l'être dans un contexte post-printemps arabes dont elles sont les grandes perdantes, et l'État islamique n'est pas parvenu à créer d'engouement significatif au sein de la jeunesse gazaouie ou cisjordanienne. Dans ces conditions, seules restent à redouter les attaques individuelles et ponctuelles à l'arme blanche ou au véhicule-bélier, qui occasionnent proportionnellement peu de victimes. Sur le plan régional, le « califat » de Daech établi à Raqqa a toujours été géographiquement trop lointain pour être préoccupant, et sa récente déroute – accélérée par l'action de la coalition internationale – n'a fait qu'éloigner encore davantage sa banrière. Même la proclamation de sa fameuse « wilaya (province) du Sinaï » par une refonte du groupe salafiste djihadiste Ansar Bayt al-Maqdis a finalement eu pour effet principal de renforcer



les liens de collaboration entre la force aérienne israélienne et son homologue égyptienne dans un climat régional d'entente croissante entre « sécuritocraties ».

Dans ce contexte, le monitoring minutieux des régions frontalières avec le Liban et la Syrie constitue logiquement la priorité absolue d'une armée israélienne encore fortement frustrée par sa première « non-victoire » historique face à une force arabe. Après trente-trois jours d'affrontements extrêmement coûteux pour les deux camps durant l'été 2006 (1), le Hezbollah avait en effet eu la latitude de récupérer l'issue du conflit comme sa « victoire divine » dans la mesure où Tsalal n'avait alors atteint aucun de ses objectifs déclarés.

Au Liban, un cauchemar devenu réalité : la Résistance islamique

Les inquiétudes que génère la Résistance islamique – la composante armée du Hezbollah – chez les stratèges israéliens ne datent pas de la guerre de 2006. Si les populations majoritairement chiites et historiquement laissées-pour-compte du Sud-Liban se montrèrent initialement indécises vis-à-vis de la première invasion israélienne de 1978, l'occupation de Tsalal fut progressivement vécue comme plus insupportable que les exactions des *fedayin* de l'OLP de Yasser Arafat, alors installée à Beyrouth. Dans le sillage de la révolution islamique de 1979 et par souci d'exportation de ses thèses, l'ayatollah Khomeini envoya au Liban les ressources humaines et matérielles nécessaires à la création d'une nouvelle force paramilitaire locale et

“ *Le monitoring minutieux des régions frontalières avec le Liban et la Syrie constitue la priorité absolue d'une armée israélienne encore fortement frustrée par sa première « non-victoire » historique face à une force arabe.* ”

proprement chiite, qui éclora en 1982 pour progressivement éclipser un courant Amal – milice chiite préexistante – trop proche de Damas et de plus en plus enclin à la compromission avec Israël.

Sur le plan militaire notamment, ce nouvel acteur libanais connut un essor fulgurant. Lorsque la guerre civile libanaise prit fin en 1990, son énergie antérieurement dispersée dans des luttes interlibanaises put laisser la place à un effort exclusivement tourné vers le sud. Une nette professionnalisation des attaques anti-israéliennes s'en ressentit sous le leadership de Hassan Nasrallah, ce qui assura à ce dernier plusieurs succès militaires et lui attira de plus en plus d'adhésion sur le plan national.

Le déclenchement par Israël des opérations « Pour solde de tout compte » (1993) et « Raisins de la colère » (1996), loin de « nettoyer » la région, eut pour effet de consacrer la légitimation nationale et internationale de l'action armée du Hezbollah. Le Premier ministre israélien Ehud Barak finit par ordonner le

retrait unilatéral du Liban le 25 mai 2000. Israël avait alors perdu plus de 1000 soldats au Liban. À l'échelle historique, aucun gouvernement arabe n'était parvenu à repousser Israël par la force. Ce jour procura au Hezbollah la sympathie d'une écrasante majorité des populations au Proche-Orient, et renforça auprès des jeunes Palestiniens la conviction que la résistance armée était le meilleur moyen de venir à bout de l'occupation israélienne.

Talonnant le repli de Tsalal et contournant la présence de la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL), le Hezbollah déploya sa composante armée dans la zone libérée du Sud-Liban, et y installa tout un dispositif de tunnels reliant environ 600 dépôts d'armes, bunkers fortifiés, postes d'observations et positions de tir. Le retrait israélien, quasi total, poussa la Résistance islamique à repenser sa stratégie selon deux axes. D'une part, elle lança une campagne d'« opérations de rappel » visant à libérer les fermes Chebaa et quelques autres parcelles moins connues mais encore contestées. Ses combattants entamèrent ainsi une guerre d'usure qui dura six ans. D'autre part, la Résistance islamique décida d'augmenter son arsenal et d'allonger la portée de ses tirs, passant de deux kilomètres avec les missiles « Sagger » et « Spigot » à plus de 200 kilomètres avec les « Zelzal 2 ».



La guerre de juillet 2006 marqua définitivement l'entrée du Hezbollah dans la catégorie des « poids lourds » armés à l'échelle régionale. Tant la littérature engendrée par cette sixième guerre israélo-arabe que les conclusions de la Commission Winograd – établie par les autorités israéliennes après la guerre – confirmèrent en effet l'efficacité de la techno-guérilla du mouvement chiite et la défaite de Tsalal dans le cadre de son opération « Punition adéquate ».

En Syrie, une ligne rouge : le prolongement de la ligne bleue

Ayant promis à Nasrallah de ne pas en rester là, Israël s'est efforcé de collecter un maximum d'informations sur l'organisation afin de se préparer au mieux en vue de la prochaine

Photo ci-dessous :

Le 19 juillet 2016, le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu dépose une couronne de fleurs lors d'une cérémonie commémorative pour le dixième anniversaire de la guerre qui a opposé Israël au mouvement chiite libanais Hezbollah. Après qu'une patrouille israélienne fut tombée dans une embuscade tendue par des miliciens du Hezbollah en juillet 2006, le gouvernement israélien lança une opération militaire de grande ampleur pour laver cet affront et réduire les forces du Hezbollah. Malgré un rapport de force largement en faveur de l'État hébreu, ces objectifs ne seront pas atteints. (© AFP/Thomas Coex)



Photo ci-contre :

Le 20 avril 2017, un membre du Hezbollah libanais est posté à la frontière entre Israël et le Liban. (© Xinhua/Li Liangyong)



confrontation. Dans ce cadre, Tsahal a essentiellement concentré ses observations sur les opérations que le Hezbollah a décidé de mener en Syrie depuis 2012 et sur la manière dont a fluctué la cote de popularité du mouvement à domicile, en lien avec cet engagement militaire au-delà des frontières nationales. Si le Hezbollah avait systématiquement pris le parti des soulèvements populaires dans les contextes tunisien, égyptien ou encore libyen des « printemps arabes », le cas syrien a rapidement constitué un dilemme pour celui-ci dans la mesure où il devait choisir entre deux thèmes intrinsèques à son idéologie : la révolution et la résistance. La survie stratégique du mouvement dépendant du parapluie politique et de l'accès au territoire du régime de Damas (par où transite son arsenal), le Hezbollah décida de lier son destin à celui de Bachar el-Assad, légitimant tant bien que mal sa décision sous couvert de résistance anti-impérialiste régionale mais s'aliénant au passage de larges pans de l'opinion publique.

Après une phase de présence discrète dans certains villages et sanctuaires chiïtes de Syrie à partir du printemps 2012, la Résistance islamique se mobilisa massivement à Qusayr pour y effectuer sa première grande opération de nature offensive dès mai 2013. Dans l'élan de la victoire qu'il y remporta et qui impacta de manière significative la trajectoire globale de la guerre syrienne, le Hezbollah embraya dès novembre 2013 sur



à Tsahal une fenêtre d'observation sans précédent sur l'organisation en mouvement, qu'il espère en outre voir s'essouffler. Cette hypothèse de l'épuisement semble ne pas encore avoir convaincu en haut lieu, puisque Tsahal n'a pas osé tester l'opérationnalité du dispositif « résiduel » au Sud-Liban mais s'est plutôt cantonné à bombarder très ponctuellement des convois d'armes jugées trop sophistiquées (en provenance de Syrie et à l'attention du Hezbollah) (2). De l'autre côté, cette reconfiguration du paysage a notamment vu des unités du Hezbollah tenter de s'établir dans des zones problématiques pour Israël. Dans ce registre, l'objectif primordial de Tsahal consiste à ne pas permettre au Hezbollah de développer une nouvelle ligne de front

“ *Le cas syrien a rapidement constitué un dilemme pour le Hezbollah dans la mesure où il devait choisir entre deux thèmes intrinsèques à son idéologie : la révolution et la résistance.* ”

dans la région du Golan syrien, où la « ligne bleue » onusienne (longeant la frontière israélo-libanaise) pourrait à terme se voir *de facto* prolongée, flanquée des drapeaux jaunes du parti en surface mais également équipée d'une infrastructure militaire moins visible. L'attaque hélicoptère ayant notamment tué le fils d'Imad Mughniyeh – un des principaux commandants militaires du Hezbollah – à Quneïtra, en janvier 2015, fut à cet égard un message très clair de la part de l'état-major israélien. L'aide médicale prodiguée par Israël à des combattants al-qaidistes dans la région est également à comprendre comme un moyen de collecter des renseignements vis-à-vis de la menace considérée comme prioritaire dans cette zone stratégique : les forces du Hezbollah au Golan syrien (3).

Un Hezbollah à la stature désormais régionale

Si les inquiétudes israéliennes liées au Hezbollah ne sont pas nouvelles, elles n'ont fait que s'intensifier ces dernières années. En effet, malgré le défi que le déploiement en Syrie a représenté



Photo ci-dessus :

Des forces israéliennes sont positionnées à la frontière nord d'Israël, sur le plateau du Golan – revendiqué par la Syrie mais administré par Israël depuis 1967 – où des exercices militaires ont été organisés en mars dernier dans le but officiel de maintenir l'état de préparation des forces armées. (© Israel Defense Forces/Eden Briand)

sa « campagne de Qalamoun » qui lui permit d'aider les forces loyalistes de Damas à récupérer l'axe vital reliant la capitale au littoral majoritairement alaouïte. À partir de septembre 2015, en dépit de la montée en puissance d'acteurs djihadistes sunnites tels que Daech, l'intervention militaire de Moscou permit au Hezbollah de capitaliser sur les victoires obtenues et de répartir sa présence en Syrie – estimée généralement à 8000 hommes environ – dans différentes régions (surtout occidentales) du pays.

Pour Tel Aviv, l'engagement du Hezbollah en Syrie présente une combinaison d'opportunités et de menaces. D'un côté, la posture d'« *overstretch* » [suremploi des forces et des infrastructures] dans laquelle se retrouve le Hezbollah procure surtout



pour cette milice à l'effectif relatif (estimé généralement à environ 25 000 hommes actifs à temps plein), celle-ci n'a cessé de consolider l'« équilibre de la terreur » établi depuis 2006 dans le cadre d'une guerre largement psychologique et jalonnée de mises en garde mutuelles.

Le parti s'est ainsi attaché à faire encore évoluer son arsenal et son matériel militaire, ainsi qu'à explorer différents paramètres jusqu'alors non exploités en vue du prochain conflit. Selon les scénarios les mieux documentés, la prochaine guerre verrait le Hezbollah sortir de sa posture traditionnellement défensive face à Israël, notamment en lançant des opérations offensives voire de sabotage au sud de la ligne bleue par voie souterraine (via des tunnels débouchant en Galilée) et peut-être même maritime (par l'intermédiaire de *speedboats* piégés, de véhicules amphibies et/ou de plongeurs de combat) (4).

Plusieurs autres événements survenus au cours des dernières années soulignent la stature de plus en plus régionale de cet acteur milicien initialement infranational. L'arrestation d'une cellule de ses membres en Égypte en 2009 avait publiquement établi les activités anti-israéliennes du mouvement en dehors du Liban. Dans les années qui ont suivi, celui-ci a successivement admis sa présence en Syrie, en Irak et au Yémen.

C'est surtout en Syrie, sa principale zone de déploiement en dehors du Liban, que le Hezbollah a développé un large éventail d'expertises nouvelles et potentiellement dangereuses pour

“ C'est surtout en Syrie, sa principale zone de déploiement en dehors du Liban, que le Hezbollah a développé un large éventail d'expertises nouvelles et potentiellement dangereuses pour Israël. ”

Israël. L'organisation y a tout d'abord fait évoluer sa doctrine de guerre, puisqu'il y a échangé sa posture de défense nationale face à l'envahisseur militaire sioniste pour une posture offensive extraterritoriale face à des populations civiles et souvent musulmanes de surcroît. Il y a en outre appris à organiser sa logistique sur des distances bien plus importantes qu'auparavant et à opérer dans des lieux et reliefs très différents que les collines du Sud-Liban (villages et montagnes du Qalamoun, villes et plaine aride voire désertique entre Damas, Palmyre et Alep, etc). Enfin, les types d'opérations multilatérales menées notamment avec les forces armées syrienne, iranienne et russe ont amené les combattants de la Résistance islamique à développer leurs aptitudes dans des activités nouvelles : conduite de tanks, guidage de frappes aériennes, pilotage de drones, parachutage au-dessus de zones assiégées, etc.

Tout cela a progressivement enhardi Hassan Nasrallah, qui est allé jusqu'à évoquer le tir de missiles sur le réacteur nucléaire de Dimona (survolé par un drone de manufacture iranienne et lancé depuis le Liban en 2012) ou le réservoir central d'ammoniac de Haïfa (qui devrait fermer courant 2017 par décision de justice israélienne) (5).

Le leadership du Hezbollah semble aujourd'hui convaincu de

la vulnérabilité de certaines infrastructures sensibles d'Israël et de la non-résilience psychologique de certains pans de sa population – voire de l'armée elle-même – en cas de coup dur. Mais le mouvement se montre probablement présomptueux vis-à-vis d'un éventuel scénario de dislocation nationale. En effet, l'État hébreu n'est pas resté inactif depuis l'expérience non concluante de 2006.

En Israël, les leçons tirées de 2006

De la guerre des 33 jours, Tsahal a surtout retenu la centralité du dispositif qui permet au Hezbollah de lancer un nombre très important de roquettes et missiles au départ du territoire libanais. Un effort tout particulier a donc été déployé en vue de pouvoir intercepter, à l'avenir, ces différents types de projectiles. Après de colossaux investissements en recherche technologique de défense, l'État hébreu a finalement annoncé en avril 2017 l'aboutissement et l'opérationnalité d'un système de défense antimissile sans égal dans le monde.

Ce bouclier comporte trois volets complémentaires. En premier lieu, le système de défense aérienne mobile « Iron



Dome », développé par la société israélienne Rafael Advanced Defense Systems (RADS) et initialement déployé en 2010, est conçu pour intercepter des roquettes et obus de courte portée tels que ceux typiquement lancés depuis la bande de Gaza ou le Sinaï à notre époque. Dans un second temps, le missile « Arrow 3 », développé conjointement par Israel Aerospace Industries et la société américaine Boeing à partir de 2008, a pour vocation d'intercepter les missiles balistiques de longue portée – potentiellement iraniens ou syriens – durant la portion exo-atmosphérique (ou spatiale) de leur trajectoire. Enfin, le système « David's Sling », coproduit par RADS et l'entreprise américaine Raytheon, est récemment venu compléter ce dispositif et se profile pour neutraliser les missiles tactiques, balistiques et de croisière (de moyenne et longue portée, entre 40 et 300 km) que compte notamment l'arsenal du Hezbollah (6). Ce dispositif n'est certes pas sans failles : ses propres missiles ne sont pas (assez) nombreux et son utilisation est extrêmement

Pour aller plus loin

Didier Leroy, *Le Hezbollah libanais, de la révolution iranienne à la guerre syrienne*, Paris, L'Harmattan, coll. « La Bibliothèque de l'iReMMO », 2015, 114 p.



Photo ci-dessus :

Posters de Hassan Nasrallah – secrétaire général de l'organisation chiite Hezbollah depuis 1992 – affichés dans les rues de Baalbek, au Liban. En janvier 2017, une étude de l'Institute for National Security Studies – un *think tank* israélien – estimait que le Hezbollah demeurerait la menace militaire la plus grave pesant sur Israël, même si le risque d'une nouvelle confrontation avec le Hamas semble plus élevé. (© Will de Freitas)

coûteuse (3 millions de dollars par missile Arrow 3), ce qui laisse présager une paralysie partielle d'Israël face à un Hezbollah capable de lancer 1500 missiles en une seule journée. La force aérienne israélienne, consciente de ce risque, a sans le moindre doute étayé une stratégie visant à détruire une partie significative de cet arsenal – estimé à 50 000 unités (7) – durant les premières heures du prochain conflit. Reste néanmoins l'ultime cauchemar pour Israël : une éventuelle attaque coordonnée de ses ennemis actuels (l'Iran, le régime syrien, le Hezbollah, le Hamas et le Jihad islamique)... Un scénario certes quelque peu hollywoodien mais pas nécessairement inenvisageable vu le précédent de la guerre du Kippour.

Tsahal a parallèlement modernisé sa force navale, notamment en acquérant des corvettes « Saar 6 » vouées à remplacer celles de la classe antérieure (à laquelle appartenait la corvette *Hanit*, prise pour cible avec succès par le Hezbollah en 2006). Il a en outre cherché à mieux préparer les soldats de sa force terrestre à d'éventuelles incursions en « Hezbollah-land ». Enfin, la découverte en 2016 de plusieurs tunnels d'infiltration au départ de Gaza a permis à l'armée israélienne de mieux comprendre ce type d'infrastructure et d'imaginer les modalités d'usage qu'en aurait le Hezbollah en Galilée. Le Hezbollah aura probablement plus de mal que prévu à « surprendre » son adversaire lors d'une nouvelle confrontation.

Une polarisation régionale alarmante

Il ne s'agit pas de savoir si Tsahal et le Hezbollah seront encore amenés à s'affronter, mais quand. L'hostilité mutuelle de fond et de forme entre les deux acteurs est à la fois viscéralement enracinée après des décennies d'affrontements et publiquement affichée, se déclinant de manières diverses dans le cadre d'une guerre également médiatique. Le degré de préparation à un nouveau conflit ouvert ne laisse en outre planer aucun doute quant à la détermination de chaque protagoniste. Le Hezbollah, bien que ciblé par des sanctions financières internationales et soumis à de rudes épreuves à l'étranger, est en effet parvenu à consolider son influence politique au Liban et à se réinventer

militairement en Syrie. L'armée israélienne, déjà connue pour sa supériorité notamment technologique, apparaît pour sa part comme mieux informée, mieux protégée, mieux entraînée et mieux équipée qu'auparavant.

L'élément qui semble avoir rebuté les deux forces ennemies à provoquer le déclenchement de nouvelles hostilités jusqu'à présent est la perspective assurée d'un épisode dévastateur pour les deux camps. Mais la polarisation que connaît actuellement toute la région du Moyen-Orient, notamment autour des abcès de conflictualité en Syrie, en Irak et au Yémen, a tendance à déstabiliser cet « équilibre de la terreur » et exacerbe les tensions locales à un stade alarmant.

À ce niveau, les premières déclarations et actions de l'administration Trump vis-à-vis de la région avaient pour but de rassurer les alliés historiques des États-Unis – Israël et les pétromonarchies du Golfe – concernant certains dossiers sécuritaires his-

“ OÙ QUE SE PRODUISE L'ÉTINCELLE, ELLE MÈNERA CETTE FOIS-CI À UNE GUERRE « OFFICIELLEMENT INTERÉTATIQUE ». ”

toriquement épineux dans la région : la question palestinienne, l'infréquentabilité de l'Iran, du régime syrien et du Hezbollah, etc. Cette nouvelle conjoncture est vouée à fournir une marge de manœuvre confortable à Benjamin Netanyahu en cas de guerre avec le Hezbollah, au Liban... et en Syrie.

Où que se produise l'étincelle, elle mènera cette fois-ci à une guerre « officiellement interétatique ». En effet, le Premier ministre israélien a déjà très clairement fait savoir que Tsahal considèrerait désormais tout le pays du Cèdre comme cible potentielle puisque que le président Michel Aoun, élu en octobre 2016, avait publiquement légitimé le rôle complémentaire joué par la Résistance islamique aux côtés de l'armée nationale. Dans tous les cas de figure, le Hezbollah restera le protagoniste libanais d'un rapport de forces dans lequel chaque camp espèrera avoir intelligemment sondé et dépassé son adversaire avec ses atouts respectifs.

Didier Leroy

Notes

- (1) Voir le dossier paru dans *Défense & Sécurité internationale* n° 18, septembre 2006, p. 40-59, NdlR.
- (2) AFP, « Netanyahu: Syria raid targeted "advanced" Hezbollah arms », *The Daily Star*, 17 mars 2017.
- (3) « Hezbollah's Syria Conundrum », International Crisis Group, Report n°175, 14 mars 2017.
- (4) N. Blanford, « Collision course – Israel and Hizbullah maintain readiness for war », *Jane's Intelligence Review*, 11 juin 2013.
- (5) Y. Okbi & M. Hashavua, « Nasrallah: Hezbollah will have "no red lines" in next war with Israel », *The Jerusalem Post*, 21 février 2017.
- (6) N. Noe, « Why Israel and Hezbollah are heading for a new, devastating war in the Middle East », *The Independent*, 6 avril 2017.
- (7) Certaines sources israéliennes (par alarmisme) ou iraniennes (par défiance) évoquent parfois un arsenal qui compterait 100 000 pièces ; la réalité graviterait plutôt autour de la moitié. Pour un compte-rendu détaillé de l'évolution de cet arsenal, voir J.-L. Samaan, « Missile warfare and violent non-State actors: the case of Hezbollah », *Defence Studies*, mars 2017.



Photo ci-contre :

Déploiement d'une batterie de missile appartenant au système de défense aérienne mobile israélien baptisé « Iron Dome » (Dôme de fer), conçu pour faire face aux attaques de roquettes et d'obus lancées depuis le Liban et la bande de Gaza en direction des villes israéliennes et des intérêts économiques du pays. (© Israel Defense Forces)